

## L'ETAT ET LA REVOLUTION.

Depuis que la bourgeoisie française, grâce à la politique opportuniste des partis "socialiste" et "communiste", est arrivée à ses fins et a ravi aux ouvriers les libertés et les avantages conquis par ceux-ci en un siècle de lutttes (1832-1836), la hideuse réalité de l'ETAT, organe d'oppression de la classe ouvrière par la classe capitaliste, est pleinement apparue aux masses exploitées.

Si la bourgeoisie des pays riches sur les pillages coloniaux s'est accommodée du système parlementaire (décréterie bourgeoise), c'est dans la mesure où les concessions économiques faites aux couches ouvrières organisées lui ont permis de former une "aristocratie ouvrière", par l'intermédiaire de laquelle elle put s'assurer de la politique menée par les partis et par les syndicats ouvriers.

Cependant, la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme de monopoles (impérialisme) a fait de notre époque une suite de "guerres civiles et guerres impérialistes" (Lénine). La situation intérieure et extérieure des Etats capitalistes après la 1<sup>re</sup> guerre impérialiste mondiale (14-18) est entrée de plus en plus en contradiction avec le système parlementaire. Pour sauver leur domination de classe, toutes les bourgeoisies, tour à tour, se sont engagées dans la voie de la dictature militaire ou fasciste, suivant les conditions politiques dans lesquelles elles se trouvaient et, faute de direction révolutionnaire, le prolétariat fut temporairement vaincu dans une série de pays: Italie (1922), Pologne (1927), Allemagne (1933), Autriche (1934), Espagne (1939)....

En France, la transformation de la 3<sup>e</sup> République en Etat bonapartiste (totalitaire) est mise sur le compte de la défaite militaire de juin 40, sur le compte de Hitler, qui lui-même a "nettoyé" l'Etat allemand de la démocratie (bourgeoise) en mettant à nu les organes réels de l'Etat capitaliste: "bandes armées et prisons" (Engels). Et de là on tire immédiatement la conclusion qu'il suffirait que celui-ci s'en aille, pour que la liberté politique, pour que l'Etat "démocratique" (capitaliste) prenne la place du présent Etat policier (étatisme capitaliste).

En réalité, la naissance de l'Etat bonapartiste en France est marquée par l'apparition, en Février 1934, de bandes armées essayant de détruire les organisations ouvrières (partis, syndicats) en utilisant contre elles le mécontentement des petits-bourgeois envers la "constitution parlementaire". Pour prolonger leur domination de classe les capitalistes, d'une part, rejettent le poids de la crise sur les couches populaires au moyen de lois votées par le parlement bourgeois, d'autre part, s'efforcent de rendre les ouvriers responsables des scandales financiers ou de la corruption des députés, notamment quand ceux-ci se disent "socialistes". C'est de cette façon que Mussolini en Italie et Hitler en Allemagne ont pu s'emparer du pouvoir.

Pour faire oublier aux ouvriers que l'étape principale de la bonapartisation de l'Etat a été, après la déclaration de la guerre, l'oeuvre de Daladier, il a fallu qu'une fois de plus, au service de la diplomatie de Staline, le parti "communiste" revienne dans le giron des "démocraties". Mais c'est Daladier qui a dissout le P.C., interdit tous les groupes ouvriers refusant l'union sacrée, emprisonné des dizaines de milliers de militants, instauré le régime des camps de concentration, aboli la liberté de la presse, décrété la peine de mort pour la propagande communiste, etc. Si ce programme terroriste n'a pu être entièrement appliqué qu'après la défaite militaire de juin 40, c'est parce que c'est seulement alors que l'Etat français" a pu consacrer toutes ses forces à cette tâche. Or, Daladier, qui était entre autres ministre de la guerre, représentait les intérêts de l'Etat-major de l'Armée, c'est-à-dire Camelin, des Weygand, des de Gaulle, des Giraud, des Darlan, etc. qui aujourd'hui veulent se faire passer, avec l'aide du parti stalinien, pour les soldats de la démocratie, pour les partisans de la "voix du peuple".

Depuis le pacte Laval-Staline (3 Mai 1935) le parti "communiste" (simple instrument de la bureaucratie soviétique) ne pouvait plus, sauf pour la forme, se dresser contre l'Etat de l'impérialisme français "allié" de l'URSS. Sous le couvert de "défense de la démocratie contre le fascisme... allemand" (s'il n'avait pas existé il aurait fallu l'inventer), le P.C. tendit au contraire au renforcement d'un des éléments essentiels de l'Etat, l'armée, renforçant ainsi tous les autres éléments de l'Etat bourgeois: la police, le parlement-croupion, le corps diplomatique, etc. Et la façon dont le corps des officiers entendait défendre la "démocratie" depuis le début de la guerre fut pour nous une expérience de plus, et très coûteuse.

Or depuis l'alliance avec Churchill, Staline a de nouveau "confié" la direction de la "libération de la nation française" au même corps des officiers. Quels que soient les de Gaulle, les Giraud ou les Darlan qui le représentent, c'est un fait que ce sont surtout les cadres de l'armée impérialiste française qui ont profité de la présence en France d'une armée d'occupation impérialiste pour détruire toutes les organisations ouvrières et instaurer leur propre dictature (bonapartisme). Si maintenant ils sont passés du côté des impérialismes alliés dits démocratiques, cela change-t-il en quoi que ce soit leur nature sociale et politique?

Dans les conditions de l'économie impérialiste (monopoles) la lutte contre le bonapartisme (dictature ouverte des organes de l'Etat: Etat-major, police, haute-administration, etc.) ou le fascisme (mouvement de masses petites bourgeoisies contre le prolétariat, caractéristique de l'époque impérialiste) ne peut aboutir que si l'on attaque la base elle-même du fascisme ou du bonapartisme: la domination de la bourgeoisie à une époque où l'économie est mise pour une production socialiste (planifiée). Pour éviter l'Etat totalitaire, il fallait non pas s'attacher à la forme parlementaire ("démocratique") de l'Etat, mais détruire l'Etat bourgeois et le remplacer par l'Etat prolétarien sous forme soviétique (conseils). A la lutte contre les bandes fascistes et pour les revendications économiques commencée en Février 1934 par le prolétariat, il fallait donc donner pour BUT la Révolution socialiste. Le "Front populaire" essaya au contraire de galvaniser le cadavre de la "démocratie", par une alliance avec Daladier et Cie.

Luttant contre l'Etat totalitaire (bonapartiste) le prolétariat ne se pose pas pour but la restauration de la "démocratie", du parlementarisme. Il y a une distinction fondamentale à faire entre la démocratie bourgeoise (parlementarisme) forme de domination de la classe capitaliste et la conquête des libertés démocratiques (liberté de réunion, de presse, droit de grève, etc.) indispensables aux ouvriers dans leur lutte CONTRE la bourgeoisie. Les ouvriers luttent pour la DICTATURE DU PROLETARIAT, forme de domination des classes jusqu'ici opprimées, qui, en tant qu'organe de la majorité des travailleurs contre la minorité d'exploiteurs, se dissout de lui-même au fur et à mesure que la société devient harmonieuse par la disparition des classes.

Mais, pour conquérir les libertés démocratiques dont il a besoin pour s'organiser en tant que classe, le prolétariat doit être armé. "Qui a du fer, a du pain", c'est maintenant plus vrai que jamais. Pour les libertés et le pain, donc, notre mot-d'ordre est: armer le prolétariat et non pas: victoire des démocraties".

A la première occasion (conjoncture) favorable (ou celles-ci ne manqueront pas), le prolétariat doit s'armer et couvrir le pays de ses propres organes de classe, les conseils (soviets) des députés ouvriers et paysans. C'est ces derniers qui réaliseront la plus grande démocratie possible dans une société divisée en classes.

C'est seulement ainsi que nous arriverons à la société communiste, pour laquelle l'Etat, selon les mots d'Engels, figurera "au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze".